

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 7 FÉVRIER 2023**

**OBJET : CONVENTION AVEC LA CCRLCM RELATIVE AU PARTAGE ET AU REVERSEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE EXISTANTE ET À VENIR SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES PERÇUE SUR LES ZAE – ANNEXE**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 21	Nombre de votants : 30	Date de la convocation : 1 <sup>er</sup> février 2023
--	-------------------------------------	------------------------	---

L'an deux mille vingt-trois le sept février à 18 heures et 30 minutes, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. Le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, M. Jean-Paul PUJOL, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sabrina FITO, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Christine BÉNET, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Dominique JOLIS, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Françoise BAROUSSE, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Christine BÉNET à M. Gérard FORCADA, Mme Bérengère LÉCÉA à M. William COMBES, M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, Mme Virginie JULIAN à M. Daniel LARRIGOLE, Mme Françoise BAROUSSE à M. Thierry DENARD, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

Date de la publication : 10 février 2023

QUORUM : 17

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ

RAPPORTEUR : JEAN PAUL PUJOL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20230207-2023-026-2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 10/02/2023

Publication : 10/02/2023

Le Maire, Gérard Forcada



Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 29 de la loi modifiée n°80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale et précisant la possibilité de reversement de fiscalité entre un EPCI et ses communes membres ;

Vu la délibération n°2022-143 du 28 septembre 2022 par laquelle le conseil communautaire a acté la définition et le transfert des ZAE relevant de la CCRLCM ;

Vu la délibération n°DE-2022-195 du 21 décembre 2022 adoptant son pacte financier et fiscal (PFF) et par lequel le conseil communautaire a acté le principe d'un partage du reversement conventionnel du produit foncier bâti économique perçu par les communes sur l'ensemble des zones d'activités économiques (ZAE) existantes et à venir ;

Vu la délibération n°DE-2022-196 du 21 décembre 2022 adoptant le projet de convention de reversement partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçues sur les ZAE- convention cadre ;

Vu la délibération n°DE-2023-4 du 1er février 2023 relatif au reversement partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur les ZAE – Convention cadre ;

Les communes membres de la CCRLCM encaissent des recettes fiscales liées directement à l'activité communautaire sur leur territoire. Il s'agit notamment du produit des taxes foncières sur les propriétés bâties acquittées par les entreprises installées sur les zones d'activités économiques (ZAE) ;

L'article 29 de la loi du 10 janvier 1980 prévoit en son point II la possibilité de mettre en œuvre au profit de l'E.P.C.I. des reversements de tout ou partie des taxes foncières communales issues de zones d'activités créées ou gérées par lui ;

Ainsi, lorsqu'un E.P.C.I. à fiscalité propre crée ou gère des ZAE, tout ou partie de la part communale de la taxe foncière sur les propriétés bâties acquittées par les entreprises implantées sur ces zones d'activités peuvent lui être affectées par délibérations concordantes de l'E.P.C.I. et des communes sur le territoire desquelles sont installées ces ZAE ;

Considérant les dispositions réglementaires précitées ainsi que les dispositions du pacte financier et fiscal adopté par la CCRLCM, il est proposé que soit mis en place à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023 par les communes concernées, un reversement annuel de 50 % de la croissance annuelle cumulée de la taxe foncière sur les propriétés bâties générées par les ZAE.

Il s'agit d'organiser le partage de cette taxe perçue par les communes membres pour les propriétés existantes ainsi que pour toute implantation nouvelle et toute extension d'entreprises dans les zones actuellement gérées par la CCRLCM, comme dans les extensions à venir ou les ZAE créées par la CCRLCM dans le futur.

Considérant la nécessité dans le cadre du montant à reverser par la commune de neutraliser l'ancien taux départemental de foncier bâti (30,69%) qui a été transféré aux communes en compensation de la suppression de la taxe d'habitation en 2021 par application d'un coefficient de neutralisation calculé comme suit :

Coefficient de neutralisation = (Taux communal de TFB voté en année N en % - 30,69%) / taux communal de TFB voté en année N en %

Considérant que la mise en place de ce reversement doit faire l'objet d'une convention cadre entre la CCRLCM et la commune adoptée par délibérations concordantes ;

Considérant que la CCRLCM a adopté à l'unanimité la convention cadre relative au

reversement partiel de la taxe foncière sur les propriétés bâties perçue sur les ZAE, annexée à la présente, par une délibération en date du 1<sup>er</sup> février 2023 ;

Il est demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver**, dans le cadre des dispositions connexes au pacte financier et fiscal adopté par délibération du conseil communautaire n°DE-2022-196 du 21 décembre 2022, la mise en œuvre d'une convention de partage avec la CCRLCM de 50% de la croissance annuelle cumulée de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Le partage de la croissance du produit du foncier économique supplémentaire perçu par la commune concernera les propriétés existantes ainsi que toute implantation nouvelle et toute extension d'entreprises dans les zones actuellement gérées par la CCRLCM, comme dans les extensions à venir ou les ZAE créées par la CCRLCM dans le futur ; étant précisé que ces dispositions relatives au partage du produit du foncier bâti économique, s'éteindront avec l'extinction des dispositions du pacte financier et fiscal auquel elle se rapporte. L'adoption d'un nouveau pacte financier et fiscal nécessitera l'adoption formelle d'une nouvelle convention-cadre par la commune et par la CCRLCM.

**2/ De fixer** le partage de la croissance comme suit :

$$RN = 50\% * (PN * CN - P2022 * C2022)$$

PN = Produit foncier bâti communal en année N

CN = Coefficient de neutralisation en année N de la redescente de la part départementale  
= (taux FB communal N en % - 30,69%) / taux FB communal N en %

P 2022 = Produit foncier bâti communal en année 2022

C 2022 = Coefficient de neutralisation en année 2022 de la redescente de la part départementale

= (taux FB communal 2022 en % - 30,69%) / taux FB communal 2022 en %

Toute variation négative est neutralisée.

**3/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention cadre avec la CCRLCM annexée à la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal à l'unanimité,**

**Décide :**

**1/ D'approuver**, dans le cadre des dispositions connexes au pacte financier et fiscal adopté par délibération du conseil communautaire n°DE-2022-196 du 21 décembre 2022, la mise en œuvre d'une convention de partage avec la CCRLCM de 50% de la croissance annuelle cumulée de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Le partage de la croissance du produit du foncier économique supplémentaire perçu par la commune concernera les propriétés existantes ainsi que toute implantation nouvelle et toute extension d'entreprises dans les zones actuellement gérées par la CCRLCM, comme dans les extensions à venir ou les ZAE créées par la CCRLCM dans le futur ; étant précisé que ces dispositions relatives au partage du produit du foncier bâti économique, s'éteindront avec l'extinction des dispositions du pacte financier et fiscal auquel elle se

rapporte. L'adoption d'un nouveau pacte financier et fiscal nécessitera l'adoption formelle d'une nouvelle convention-cadre par la commune et par la CCRLCM.

**2/ De fixer** le partage de la croissance comme suit :

$$RN = 50\% * (PN * CN - P2022 * C2022)$$

PN = Produit foncier bâti communal en année N

CN = Coefficient de neutralisation en année N de la redescente de la part départementale  
= (taux FB communal N en % - 30,69%) / taux FB communal N en %

P 2022 = Produit foncier bâti communal en année 2022

C 2022 = Coefficient de neutralisation en année 2022 de la redescente de la part départementale  
= (taux FB communal 2022 en % - 30,69%) / taux FB communal 2022 en %

Toute variation négative est neutralisée.

**3/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention cadre avec la CCRLCM annexée à la présente délibération et de prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,  
Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance  
Dominique JOLIS-PAILHIEZ

